



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,

Irina Bokova,

**à l'occasion de l'ouverture de la session plénière de la 201^{ème} session du
Conseil exécutif**

UNESCO, 24 avril 2017

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Monsieur le Président de la Conférence générale

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil exécutif,

Cette nouvelle session est l'opportunité de dresser le bilan stratégique de notre action au cours de ces derniers mois, et je voudrais mettre en perspective un certain nombre d'avancées dans nos domaines de compétence.

Je voudrais tout d'abord insister sur la reconnaissance nouvelle, et unanime, du lien entre la protection du patrimoine, la paix et la sécurité dans le monde.

L'adoption le 24 mars par le Conseil de sécurité, de la résolution 2347 sur la protection du patrimoine pour le maintien de la paix, suivie, une semaine plus tard, du tout premier G7 consacré à la culture, constitue une avancée politique historique.

C'est l'aboutissement d'un long travail et la reconnaissance du rôle de l'UNESCO pour construire la paix et la sécurité des peuples, par la culture, l'éducation, le dialogue interculturel.

Ce renforcement de la mobilisation politique, au plus haut niveau, est sans précédent, et c'est aussi le résultat du travail de l'UNESCO, dont l'impact va se mesurer à long terme.

Dès à présent, cette mobilisation doit se traduire en mesures concrètes, et sur ce front également l'UNESCO est active.

Les 23 et 24 février, nous avons organisé la *Conférence internationale de coordination sur la sauvegarde du patrimoine culturel dans les zones libérées de l'Iraq*, ouvrant la voie à un plan d'action pour le patrimoine et le redressement du pays – une autre réunion du même type sera organisée pour le Yémen, le 17 mai.

L'UNESCO s'est rendue en Syrie et en Iraq, à Damas, à Palmyre, à Alep, à Nimrud, à Ashur, à Mosul, pour dresser un premier inventaire des dommages, et adopter les mesures d'urgence.

L'UNESCO a apporté son appui à la *Conférence d'Abu Dhabi*, au mois de décembre, à l'initiative de la France et des Emirats Arabes Unis, qui a permis la création d'un nouveau fonds pour la protection du patrimoine – déjà 75 million de dollars ont pu être récoltés, lors d'une Conférence au Louvre, le 20 mars, où l'UNESCO a également répondu présente.

Nous allons travailler étroitement avec cette nouvelle institution – c'est l'objet d'un point soumis à l'approbation de ce Conseil.

Le Président français m'a remis l'instrument de ratification du deuxième protocole de la Convention de 1954 – le Royaume Uni est également entré dans la toute dernière phase de cette ratification, et je m'en réjouis.

La protection du patrimoine est une priorité absolue de l'UNESCO, et je dois le répéter solennellement devant vous : cette action s'inscrit dans une vision plus large pour la paix, à travers l'ensemble de notre mandat, pour le respect des peuples et de leurs cultures, pour la meilleure connaissance des traditions et des histoires de chacun, comme rempart à l'ignorance, et à la violence.

C'est pourquoi la finalisation, après des années de travail, de la collection de l'UNESCO sur les Différents aspects de la culture islamique est si importante.

Cette collection a été présentée ici au Siège en novembre, et à nouveau au *Centre d'études islamiques* d'Oxford, le 27 mars.

Au moment où les extrémistes violents cherchent à réduire et à tronquer le message de l'Islam, l'UNESCO a un rôle immense à jouer, et cette Collection est une contribution précieuse à la lutte contre le racisme et l'intolérance.

Je pense également à la réunion organisée par l'UNESCO en Tanzanie au mois d'avril, où des chefs religieux musulmans se sont engagés fortement pour l'éducation des filles – c'est un message fort et clair pour la communauté internationale.

Je pense à l'exposition qui se tient en ce moment au Musée de l'Homme, sous le patronage de l'UNESCO, sur « Nous et les autres – Des préjugés au racisme ».

Je pense également au lancement, aujourd'hui, de notre Guide pour l'enseignement de l'Holocauste et la prévention des génocides, à destination des décideurs politiques, des concepteurs de programmes, réalisé en partenariat avec le Musée Mémorial de la Shoah, à Washington.

L'UNESCO mobilise toutes les forces de l'éducation, de la recherche, de l'information, pour combattre l'extrémisme violent, et j'ai relayé ce message devant les étudiants, devant les assemblées parlementaires, les universités, à Doha, à Abu Dhabi, à Oxford, à UPenn, à Salisbury, pour convaincre du rôle fondamental de l'éducation pour la sécurité et pour la paix.

Nous l'avons fait à nouveau lors de la Conférence UNESCO-QUÉBEC sur l'Internet et la radicalisation des jeunes, avec le soutien du Québec et du Canada, avec le Premier ministre du Québec et 7 ministres et 500 experts de 70 pays.

Lors de ma rencontre avec l'émir du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim a prononcé un plaidoyer pour la diversité culturelle, comme élément constitutif de l'identité arabe, et c'est le message que nous devons propager.

J'ajoute qu'il ne suffit pas d'enseigner la tolérance entre les cultures, entre les nations – le rôle de l'UNESCO est de faire vivre cette tolérance, entre les citoyens, par un dialogue interculturel « de proximité » au cœur des villes, et c'est l'un des aspects du « nouvel humanisme » que j'ai développé.

A Athènes, le 22 novembre, l'UNESCO a organisé une importante *Conférence sur les villes et les réfugiés*, avec SE M. Prokópis Pavlóoulos, Président de la République hellénique et Mme Marianna V. Vardinoyannis, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, pour trouver des solutions concrètes pour la citoyenneté et le vivre ensemble.

Dans cet esprit, je me réjouis que la publication phare de l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale soit désormais disponible en huit langues.

À Quito, en Équateur, lors de la *Conférence des Nations Unies sur l'habitat et le développement urbain durable*, nous avons lancé le Rapport mondial de l'UNESCO consacré à la Culture comme moteur de développement urbain durable – Culture = Futur urbain.

Ce rapport, très important, a été reconnu comme l'une des plus importantes contributions à cette conférence mondiale.

Cet engagement constant pour la tolérance, pour le dialogue des cultures, est inséparable de l'action de l'UNESCO pour la planète, pour le développement durable.

Sur ce volet aussi, nous pouvons apporter la preuve d'avancées.

Le 1er décembre, j'ai reçu, au nom de l'UNESCO, le *Prix de la Préservation WWF 2015 / Duke d'Edinburgh*, en reconnaissance du rôle de l'UNESCO dans la protection de la nature.

L'UNESCO a construit le plus vaste réseau mondial de zones protégées, connectées entre elles, avec 203 sites naturels du patrimoine mondial, 35 sites naturels et culturels, 98 paysages culturels, 669 réserves de la biosphère et 120 géoparcs.

Les zones protégées par l'UNESCO couvrent environ 10 millions de km² – ce ne sont pas des noms sur une liste, c'est une nouvelle carte du monde, une carte des lieux où l'humanité cultive le meilleur d'elle-même et le meilleur de la nature.

L'UNESCO est la seule agence à le faire, et pour réussir, nous avons besoin de l'engagement total de tous les Etats membres, pour transformer ces inscriptions en lois, en plans de gestion, en formation des professionnels, en politiques publiques durables.

C'est dans cet esprit que nous avons apporté notre expertise, nos connaissances à la COP 22 sur le changement climatique, à Marrakech, avec un accent particulier sur l'Afrique, les petits États insulaires en développement et l'égalité des genres comme accélérateur de changement.

Le 11 novembre, l'UNESCO a consacré une journée entière aux sciences sociales et humaines face au changement climatique.

Le 14 novembre a été consacré à l'Education pour le développement durable avec une conférence présidée par SAR la Princesse Lalla Hasnaa, présidente de la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement.

Nous poursuivons ce travail, en particulier pour l'océan durable, avec des ateliers de formation, de sensibilisation, comme tout récemment en avril à Fiji, auprès des SIDS.

En menant ce travail, l'UNESCO a continué de renforcer ses outils et ses méthodes, le long de deux grands axes stratégiques que j'ai défini :

D'une part, le rapprochement avec les Nations Unies, et vous avez pu le constater lors de la visite de la Vice-Secrétaire générale de l'ONU ici au Siège.

D'autre part, le développement des partenariats, dont j'ai souligné maintes fois l'importance, et nous y avons mis les moyens.

Nous venons de signer un nouvel accord avec le Gouvernement finlandais pour un montant de 1 million de dollars pour soutenir le programme phare de renforcement des capacités pour l'éducation.

Le 3 avril l'UNESCO et le Bénin ont signé un accord-cadre exemplaire pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Je pense également à nos projets avec la Chine pour accélérer la formation des professeurs par les technologies, en Afrique.

Notre coopération avec la Banque mondiale prend un nouvel essor avec 8 projets pilotes à travers le monde sur Culture et développement, entre 2 millions et 200,000 dollars, pour assurer un développement urbain durable et améliorer la résilience des populations et de leur patrimoine culturel face aux désastres et aux crises.

L'UNESCO a participé, le 6 mars, au Forum des praticiens du partenariat à l'Institut des États-Unis pour la paix à Washington.

Le 21 mars, j'étais au Parlement européen pour renforcer nos liens pour la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation.

Plus que jamais nous devons combiner les expertises, faire travailler ensemble des professionnels qui n'en ont pas forcément l'habitude, en associant patrimoine et sécurité, éducation et humanitaire et nous sommes en train de réussir : je prends l'exemple de la Peacekeeping School et du Ministère de la Sécurité au Mali, qui ont adopté depuis avril le Curriculum UNESCO sur la liberté d'expression.

Je pense également au partenariat signé avec l'INRIA, en présence du Président Hollande, pour une bibliothèque universelle des logiciels.

Je pense au *Global Education & Skills Forum* organisé à Dubaï avec l'UNESCO et la Fondation Varkey, les 18 et 19 mars, à la Commission digitale pour le développement durable, à Hong Kong, qui ont réuni les meilleurs experts de l'éducation, et les meilleurs experts des nouvelles technologies.

Je pense au succès du *Colloque international sur le journalisme*, du 22 au 29 mars au Siège, avec le soutien de la France et de la Suisse : deux semaines plus tard le Commonwealth annonçait son soutien au *Plan d'Action des Nations Unies pour la sécurité des journalistes*, lancé par l'UNESCO.

Tout récemment, les forces de sécurité sénégalaises ont également annoncé la formation de leurs membres à la sécurité des journalistes.

Voilà comment l'UNESCO mène le débat, influence les politiques, et nous avons besoin pour cela de plus de soutien, de plus d'engagement, de plus de financements.

L'éducation, la culture, les sciences sont nos ressources renouvelables par excellence, elles sont un trésor pour la paix et pour le développement.

Le Comité pour la protection du patrimoine immatériel, à Addis Abeba, en Ethiopie fut une nouvelle démonstration de cette vitalité, de cette richesse, de cette diversité de notre patrimoine culturel, qui est aussi une chance, une ressource de développement et de paix, pour l'Afrique et pour le monde.

Nous pouvons y investir encore davantage, et c'est le rôle et l'honneur de l'UNESCO d'aider ses membres à le faire.

En terme de la visibilité, je rajouterai que nous sommes fiers de vous présenter le rapport annuel de l'année 2016, qui permet de parcourir les faits saillants de l'année et de se rendre compte de la richesse des programmes et des activités de l'Organisation.

Nous sommes aussi heureux d'annoncer la renaissance cette semaine (jeudi soir) du Courrier de l'UNESCO, grâce à une généreuse contribution volontaire de la République populaire de Chine.

De son côté, la campagne Unite4heritage poursuit son chemin avec un succès grandissant – de nouveaux partenariats ont été noués avec des grands médias comme l'International New York Times et RTVE (la télévision publique espagnole).

Ladies and Gentlemen,

All this shows the demand for a stronger UNESCO arising across the world.

And, indeed, this is the spirit underpinning the draft Programme and Budget for 2018-2021 (39 C/5 document).

The draft 39 C/5 is guided by four clear goals:

First, to embed the principles of the *2030 Agenda for Sustainable Development*, and the *Paris Climate Agreement*, into all programmes, and build new partnerships and stronger integration within the United Nations system;

Second, to bolster action for Global Priorities Africa and Gender Equality, as well as for Least Developed Countries, Small Islands Developing States and youth;

Third, to strengthen programme design and implementation, especially in the field;

Fourth, to deliver programmes in a more integrated manner, through sharper focus, stronger inter-sectoral approaches.

I see the 39 C/5 as a milestone for the Organization, presenting, for the first time, an Integrated Budget Framework.

This allows for greater transparency in the resourcing of programmes and activities, in identifying the budget for each expected result, and the source of funding.

This provides Member States with a comprehensive view of the budget, to align all available and projected resources on priorities in accordance with the decision at the General Conference.

This is essential to take forward the 2030 Agenda, whose integrated nature places a premium on UNESCO's mandate, through effective intersectoral approaches.

Global Priority Africa is translated throughout all major programmes.

Global Priority Gender Equality will be strengthened, with major programmes dedicating a larger share of their regular budget, and through the further development of partnerships.

The draft 39 C/5 breaks new ground in the very way it has been designed.

It is based on in-depth mapping by proposed expected result of the Organization's contribution to the implementation of the 2030 Agenda, after extensive consultations with Member States.

You will recall this was a key request of the General Conference, and initial mappings were discussed by the Member States at the 38th session of the General Conference and last year's Fall session of the Executive Board.

Major Programme I is articulated entirely along the targets of Sustainable Development Goal 4.

A new expected result of Major Programme II is dedicated to UNESCO-designated sites, to promote comprehensive approaches to sustainable development.

Major Programme III has applied a cross-cutting design reflecting the interlinkages between the Organization's main functions.

The Intergovernmental Oceanographic Commission is presented in a stand-alone chapter, highlighting its key role in advancing Sustainable Development Goal 14.

For the first time, the draft C/5 includes a dedicated, transversal expected result on the protection of culture in emergencies as part of Major Programme IV, to reflect the work of the Secretariat and Field Offices, with Headquarters' support.

Major Programme V reinforces advocacy of public access to information and fundamental freedoms, highlighting UNESCO's commitment to leading forward Sustainable Development Goal 16.

The draft 39 C/5 reflects also the importance of the UNESCO Institute for Statistics in the new 2030 landscape [N.B.: there is a \$500K reinforcement of their budget for 2018-19], aligning it better to actual needs, focusing on monitoring progress and developing a more comprehensive approach to improve the statistical capacities of Member States.

I have sharpened programme focus to emphasise comparative advantages -- the number of main lines of actions is reduced from 16 in the 38 C/5 to 11, and expected results have been substantially cut.

The preparation of the draft 39 C/5 included a specifically-designed Results-Based Budgeting tool, to better identify the expectations of Member States, to map needs at the field and global levels.

The application of the Results Based Management principles has allowed the Organization to define clear outcome-oriented results and targets -- the contribution of category 1 Institutes is integrated fully in related Major Programmes and relevant expected results.

This Integrated Budget includes also an estimate of the "gap" to be funded through future sessions of Structured Financing Dialogues.

This "gap" is an estimate of funds we are planning to raise for the implementation of the 39 C/5 in addition to the funds already committed by our donors -- I wish to emphasize this is not a wild guess, but a careful, realistic estimate of our fund-raising

potential, based on extrabudgetary projects the Sectors and Field Offices have assessed as having a high possibility of being accepted by donors.

The introduction of the Integrated Budget is a giant step forward for the Organization.

It breathes new life into our resource mobilization efforts, especially at the level of Major Programmes.

It gives unprecedented clarity to our budget and helps us identify with precision where needs are.

We have already started to conduct financing dialogues with the donors to fill the “gap” in sectors, and this process will continue in the coming months, leading to the General Conference – as well as after.

This will reinforce the transparency of resources, and their alignment on the priorities decided by Member States – and I am determined to continue improving, step by step, with all members of the Executive Board, supported by the President and the Chair of the FA, the Distinguished Ambassador and Permanent Delegate of El Salvador to UNESCO.

Under the decision of the Executive Board on the regular budget ceiling of \$653 million -- \$507 million for the expenditure plan – I wish to underline how difficult it has been to frame the budget, especially as unavoidable costs increase.

For some sectors, severe budget constraints have made it challenging to maintain the decentralization level.

Still, Africa remains a priority for decentralization of funds, together with the budget allotment towards Priority Africa.

For Global Priority Gender Equality, I propose a larger amount under the Major Programme regular budget than compared with the 38 C/5.

In terms of the total budget structure, I have maintained the budget weight of Part II.A for Programme at 60.4 percent (under the \$518 million expenditure plan).

As requested by Member States, the draft 39 C/5 has been prepared for four budget scenarios -- one based on the regular budget of \$667 million and expenditure plan of \$518 million, and another one based on the regular budget of \$653 million with an expenditure plan of \$507 million.

Allow me to recall the Executive Board decided that the level of the assessed contribution would be, in any case, \$653 million or, in the case of the expenditure plan, \$507 million.

The additional amount for the regular budget over the \$653 million, or \$507 million, would then be funded from other sources.

On this matter, I am pleased to inform that I have decided to set aside \$11 million from the FITOCA Reserve, as indicated by the Executive Board.

On the practical issues of expenditure plans, this \$11 million will secure the regular budget level of \$518 million instead of \$507 million.

In this light, therefore, when examining the Draft 39 C/5, Member States may wish to focus on the \$518 million expenditure plan, to save time and energy.

As you know, I have presented a *Cost Recovery Policy* to this session of the Executive Board, following approval of the conceptual framework at the previous session.

This is aligned with developments across the United Nations and with *Quadrennial Comprehensive Policy Review* recommendations.

It is also in line with the recommendations of the External Auditor at the 200th session of the Executive Board.

If adopted, additional funds of \$3.2 million could be released within the regular programme by the increase of management costs charged to extrabudgetary funding.

These additional funds are required to finance the workplans for the 39 C/5 \$518 million scenario and are in addition to \$11 million from the residual balance from the Special Account for Management Costs.

In the draft 39 C/5, I propose also a set of conditions for budget adjustments and transfers that would provide the Organization with necessary flexibility over the biennium.

Ladies and Gentlemen,

I see the draft Programme and Budget for 2018-2021 as an acceleration of the reform we are leading, for innovation and delivery, for streamlining and efficiency, for transparency and accountability, starting with the work led in the *Invest for Efficient Delivery* framework.

This includes the new *Transparency Portal*, as requested and delivered in record time.

Earlier this month, I published the new *UNESCO Access to Information Policy*, setting a comprehensive mechanism for information requests from the public, Member States or other stakeholders.

The Policy follows extensive consultations within UNESCO, as well as research and contacts within the United Nations system -- I see this as another sign of the change from a culture of control to one of accountability.

The Policy is available on the UNESCO website, and Member States may submit comments until 28 February 2018, for possible revisions.

All this complements other major initiatives -- such as the Core Systems Redesign, including the merger of our two SAP systems FABS and STEPS into one, *iRIS, Integrated and Result-oriented Information System*.

I am also continuing to strengthen Disaster Recovery and Business Continuity across the Organisation, to ensure critical information systems are protected.

This involves also modernising our official document repository – UNESDOC -- and further efforts to take forward the CONNECT-U project on *Strengthening Knowledge-Sharing and Collaboration in the Field*.

In the same spirit, I approved the *Enterprise Risk Management Policy*, which I am determined to take forward, with the advice also of the Oversight Advisory Committee, for whose support I am deeply grateful.

At this session of the Executive Board, the External Auditor will present a number of Audit Reports, including that on the reform implementation following UNESCO budget crisis.

In this Report, the External Auditor commends the ambitious reform framework and measures taken to deal with the financial crisis.

The External Auditor is also clear in highlighting that the lack of resources has affected the Organisation's capacity to manage those ambitious measures.

Of the 15 recommendations issued, I wish to say I have accepted those within the direct purview of the Secretariat, and action has started.

Other recommendations will require review and continued discussion with Member States, notably in relation to programmatic focus and field presence.

Allow me also a word on our discussions with the United Kingdom Department for International Development (DFID), following the publication in December 2016 of the recent *Multilateral Development Review* (MDR), which included an analysis of UNESCO.

As you know, I invited DFID to visit UNESCO to take forward a new dialogue on the points raised in the MDR and to strengthen the work of the Organization as a whole.

On 11 January 2017, Ms. Gwen Hines, Director of International Relations at DFID accompanied by the U.K. chargé d'affaires, UK Permanent Delegation to UNESCO, took part in an exchange with me and the Senior Management Team on the MDR, followed by an interactive dialogue, as you will recall, with Member States.

This was an important opportunity to highlight the specificity of UNESCO, its universality and its character as a UN specialized agency and a membership organization, with a strong normative mandate and a role in international cooperation beyond 'classic' development.

This dialogue has also underlined that reform in the Organization, as Member States have seen in all Executive Board reports, has been continuous and far-reaching.

Despite serious financial difficulties since 2011, UNESCO has delivered on its areas of mandate.

It is encouraging that the UK Government underlined its attachment to UNESCO's mandate and determination to remain within UNESCO as a 'critical friend' of the Organization.

We agreed to a continued constructive dialogue and way forward to address specific areas of mutual concern by setting up a joint task-team.

In this light, we transmitted to Ms. Hines a working 'non-document,' including a Strategic Results Framework matrix, which had convergence with the broad reform areas that had been identified.

This Strategic Results Framework was shaped on the basis of what has already been approved by the Executive Board under the Invest for Efficient Delivery fund.

Following this, we have had several informal discussions with the UK Chargé d'Affairs, whom we thank, here in Paris and once, through teleconference, with another DFID colleague who I believe is present here with us, Ms. Cathy Welch -- we have yet to hear on the set-up of a task-team from UK's side and a proposed schedule of meetings to take the discussions forward.

Let me reiterate that UNESCO remains fully committed to a constructive continued dialogue with the United Kingdom and with DFID, which is an important partner in the multilateral cooperation landscape.

Ladies and Gentlemen,

Allow me to take this opportunity to inform Member States that total resources available as of December 2016 stood at \$821 million -- comprising \$518 million of regular programme expenditure plan approved by the General Conference, \$10.5 million of additional appropriations and \$292.5 million of allotments on extrabudgetary resources.

The overall expenditure rate of the regular programme is in line with the target rate.

I wish to inform also that a transfer of \$3 million from Part V of the budget is requested to cover statutory increases in staff costs.

In terms of decentralized funds for regular programme activities to Major Programmes, implementation of extrabudgetary resources shows an increase in expenditure rate of 68.4 percent compared to 2015.

At December 2016, the Organization faces an unfunded risk of some \$23 million.

Of this, \$13M has been absorbed by partial retention of budgets against vacant posts to 31 December 2016.

As there is no reserve for unfunded risks, these are to be mainly mitigated by restriction of the use of such savings for replacement temporary assistance against vacant posts -- this will have an impact on the delivery of planned results.

I would note that the vacancy rate at December 2016 (11 percent) decreased by 3 percent as compared to January 2016.

Regarding the payment of assessed contributions, allow me to report my concerns with the cash flow of the Organisation.

Despite advance and timely payments by a number of Member States, delays by three of the top 25 contributors is having significant implications.

In *Document 201 EX/25 Part I*, you will see reporting on the status of payment by Member States, and a contingency plan in three phases is presented in Part II.

Ladies and Gentlemen,

I wish to take this opportunity to thank all Member States for what has been a unprecedentedly intensive process of dialogue on all aspects of the Organisation's work and activities.

This is essential, to shape a new Programme and Budget that responds, that delivers, that leads.

This dialogue is vital, to strengthen UNESCO at a time when demand has never been so high.

Thank you.